

« Les différences entre le monde rural et l'urbain reposent sur la formation, bien que se soit la population scolarisée qui présente plus de problèmes d'identité »

La famille, la religion, la vision de l'action politique et de la société civile sont quelques unes des questions où l'on voit le plus de changements dans la société marocaine.

ENTRETIEN avec *Mohamed Tozy* par *Maria-Àngels Roque*

Mohamed Tozy, professeur de Sciences politiques à l'Université de Casablanca, est membre, avec Hassan Rachiki, Rahma Bourqia et Abdellatif Bencherifa, du Comité Scientifique de « l'Enquête nationale sur les valeurs », préparée dans le cadre des travaux du *Rapport 50 ans de développement humain au Maroc et perspectives 2025*, un rapport exhaustif qui tente d'offrir des pistes socioculturelles sur le Maroc actuel, après 50 ans d'indépendance. L'Enquête suppose de plus une normalisation sociologique, puisqu'elle est incluse dans les référents comparatifs mondiaux comme le World Values Survey, qui réalise périodiquement des études dans différents pays.

AFKAR/IDEES a profité de l'occasion de réunir deux spécialistes, un du Nord et l'autre du Sud, qui ont travaillé sur des questions culturelles et de société civile marocaine, pour aborder certaines questions qui occupent l'actualité du débat après la publication du rapport et des résultats du sondage.

MARIA-ANGELS ROQUE : *La société marocaine a expérimenté des changements importants aussi bien pour des raisons externes qu'internes. Nonobstant, effectuer un sondage de ces caractéristiques suppose une volonté d'aller au-delà dans la connaissance sur la société et dans la transparence de l'interprétation, en nommant à la tête du projet des experts internationalement reconnus. Quelles surprises avez-vous trouvé dans le sondage ?*

MOHAMED TOZY : En premier, lieu, il y a actuellement une demande très forte de la part des acteurs publics et privés, ainsi que des associations, pour que soient menées des enquêtes sociologiques et anthropologiques de bonne qualité, car l'Etat et l'Administration ne sont pas capables d'exprimer une demande à caractère social chaque jour de plus en plus complexe. En ce qui concerne les valeurs, je dois dire qu'il y a eu des surprises. Par exemple, la disparition des grandes différences culturelles que l'on disait exister entre les valeurs rurales et urbaines. Actuellement il existe une plus grande proximité et le modèle urbain est dominant. Quant aux différences, elles reposent essentiellement sur le niveau d'instruction bien que, paradoxalement, ce soit la population scolarisée qui présente un plus grand problème d'identité, de représentation.

La deuxième chose qui nous a surpris est la façon de concevoir l'amour à la famille. La famille idéale est nucléaire, c'est-à-dire que le modèle de famille étendue a disparu. Une autre caractéristique est l'âge idéal du mariage : les filles à 18 ans et les garçons à 23 ans. Tout de même, la réalité est différente de la tendance ou la représentation, puisque actuellement les filles se marient entre 24-25 ans et les garçons se marient aussi à un âge plus avancé. De même, le nombre des enfants a varié : actuellement l'idéal est de deux. Une autre question surprenante est la cohabitation entre des valeurs archaïques et des valeurs modernes chez les mêmes personnes. Par

exemple, on continue à penser que la famille est un élément très important pour l'équilibre du milieu et de l'individu, mais ceci cohabite avec le besoin d'une autonomie personnelle face à la famille.

M.A.R. : *La réforme de la Moudawana est fortement due à la pression des mouvements de droits de l'homme, mais les inerties patriarcales sont encore fortes en ce qui concerne les femmes. D'un côté, la Constitution conçoit les hommes et les femmes égaux, et donc celles-ci peuvent être élues en tant que parlementaires, par exemple, mais dans le contexte privé elle est encore considérée comme mineure. Cette réforme va-t-elle influencer rapidement le contexte privé ?*

M.T. : Je pense que la société est très ambivalente à ce sujet. Dans le sondage sur les valeurs, lorsque l'on pose la question sur le droit de vote de la femme ou sur son incorporation dans le monde du travail, il n'y a pas de problèmes. Par contre, si l'on demande s'ils aimeraient que les femmes soient ministres des réticences surgissent. Mais cela n'arrive pas seulement au Maroc ! Le Code de la famille a avancé sur certaines choses mais il reste encore beaucoup à travailler. Par exemple, dans le sondage les marocains ne veulent pas donner aux femmes le droit de contester les décisions du mari, mais ils l'acceptent quand il s'agit de l'éducation des enfants. Sans doute, il est nécessaire d'agir sur les mentalités et en particulier chez les jeunes. Il est clair pour tous que s'ils se ma-

Le Code de la famille a avancé sur certaines choses mais il reste beaucoup à travailler

rien c'est pour avoir des enfants. Curieusement, dans la relation parents-enfants, le devoir d'obéissance qui prévaut dans le couple s'annule. Les parents liés à l'autorité paternelle indiscutable sont une minorité infime (7 %). Même un simple agriculteur, dans son douar, n'est plus enclin à jouer au dur comme son géniteur. Mieux encore, 74 % des sondés disent qu'ils penchent pour le dialogue.

M.A.R. : Dans le Sondage Européen sur les Valeurs, la famille continue aussi à être la valeur la plus importante dans tous les pays. Cette caractéristique cohabite avec un individualisme fort. Un sondage sur les jeunes espagnols a récemment été publié, où, à nouveau, la famille croît en valeur, alors que la politique et la religion sont à un niveau minimum, en particulier la religion. C'est une grande différence en comparaison avec le Maroc, où la question religieuse est importante pour les jeunes.

M.T. : On peut difficilement se fier au niveau de religiosité des marocains sauf pour ce qui est du rituel de la prière. La moitié de nos adolescents et des trentenaires prie cinq fois par jour. On peut difficilement en déduire un degré de croyance ou de rigorisme, mais c'est, sans doute, un signe de conservatisme social. Parmi les choses qui nous ont surpris dans le sondage, on remarque une dévalorisation des partis politiques et par contre une profonde valorisation des associations et d'une société civile de plus en plus importante, aussi bien en milieu rural qu'urbain. Je citerai quelques chiffres : le désintérêt pour la politique entre les jeunes les plus instruits atteint le maximum et se place entre 68 % et 81 %, l'incapacité à juger réellement « la



Mohamed Tozy (premier par la droite) avec Maria-Àngels Roque et Senén Florensa, directeur de l'IEMed, lors de la présentation du n°5 de la revue *Quaderns de la Mediterrània*. Barcelone, avril 2006./IEMED

démocratie marocaine » est manifeste et 38 % l'expriment ouvertement, et le désir d'émigrer est confirmé avec 58 %. En ce qui concerne ceux qui ont une idéologie sociale et qui pensent rester, ils prétendent surtout agir dans des associations et des coopératives. Même dans les zones rurales, un tiers de la population s'achemine vers les droits de l'homme.

M.A.R. : Comment l'imaginaire du fait que la voie associative est si importante pour la démocratie et le développement s'est-il développé ?

M.T. : En ce qui concerne cette question, ce n'est pas vraiment la politique en elle-même, ça a plutôt à voir avec les voies d'action politique traditionnelles, comme celles des partis et

des syndicats, qui ont été très dévalorisées. Par contre, les associations et leurs actions sont plus valorisées que les partis, surtout celles de développement local. Il y a une autre question importante dans le sondage, et c'est qu'une sanction positive des politiques publiques marocaines apparaît. Par exemple, les gens pensent que l'enseignement est très important et que le positionnement actuel est positif.

M.A.R. : C'est-à-dire, que les actions publiques sont valorisées, ce qui n'est pas valorisé ce sont les partis politiques eux-mêmes.

M.T. : Oui, étant donné que, malgré tout, le rendement de l'école est bon. Les familles confirment que certains de leurs membres ont vécu une mo-

Les partis politiques sont de moins en moins valorisés, tandis que l'appui à la société civile croît

bilité sociale ascendante grâce à l'école, malgré le fait que les performances du système scolaire sont jugées médiocres par l'ensemble des experts. Il s'agit d'une institution qui offre la possibilité de prospérer et elle est perçue comme l'un des éléments qui favorisent l'autonomie des individus. D'un autre côté, en ce qui concerne les politiques locales, un autre travail que j'ai effectué l'année dernière au sujet de l'autonomie des régions rurales pauvres dans le nord du Maroc, à Oujda, à la frontière avec l'Algérie, a montré que la capacité d'autonomie des individus et des groupes dépend de l'existence d'une dynamique des collectivités locales, bien qu'elles aient beaucoup de problèmes comme la corruption ou le fait qu'elles soient mal choisies. Nonobstant, elle se présente comme un facteur clé pour l'émergence d'une opinion locale, pour qu'il y ait des individus plus impliqués. Il existe un lien très fort entre l'autonomie de l'individu et l'existence de structures locales, école, hôpital,...

Mais cela est perçu comme quelque chose qui provient de l'Etat, non pour cette valeur ou gestion locale... L'évolution est lente, les gens pensent que tous les services sont pourvus par l'Etat. D'un côté, la société civile est en train de se développer très rapidement mais, de l'autre, c'est un symptôme de la faiblesse politique, c'est une preuve du fait que les partis ne fonctionnent pas. Il faut appuyer l'action de la société civile, qui travaille avec des politiques locales, bien qu'il existe des rumeurs sur le manque de formation des personnes qui y travaillent, comme les conseillers, mais ce ne sont que des rumeurs. Il faut appuyer ces structures de représentation locale politique qui sont à proximité, pour donner de la crédibilité au politique

M.A.R. : *Les analystes pensent que si des élections avaient lieu, les islamistes gagneraient. Toutefois il existe d'autres tendances politiques, comme l'actuelle fusion des trois composantes berbères de la famille Populaire d'Aherdane. Quelles sont les tendances politiques ? Peut-il y avoir des alliances ? Les islamistes modérés sont-ils disposés à accéder au pouvoir ?*

M.T. : La première observation est qu'il existe une normalisation idéologique, doctrinale et politique quant à l'islamisme politique pour différentes raisons : l'existence du salafisme, le contexte international et aussi la propre histoire du mouvement islamiste au Maroc. Ce dernier existe depuis 25-30 ans et il est passé par un apprentissage dans la politique locale, sans avoir des forces techniques importantes il est normalisé et il existe une acceptation générale du fait que l'arrivée des islamistes fut déjà en 1993 très massive et qu'elle peut actuellement culminer à 18 %. C'est très important mais c'est une normalisation, car le fond doctrinal de cet islamisme repose principalement sur le Parti Justice et Développement. Il est fondé sur le pragmatisme et l'effort de l'ambition personnelle des individus, qui cherchent un dépassement personnel, une position de pouvoir et non une transformation radicale de la société. Ils ont eux-mêmes des problèmes avec le salafisme et avec Yassine aussi. C'est un grand mouvement, mais il n'a pas de programme indépendant, il peut réglementer la vie politique mais il n'a pas d'idées nouvelles. Ils sont en train de préparer la scène pour que d'autres prennent en charge la direction. Le second front est celui des partis essentiellement liés à la monarchie, comme peut l'être le Mouvement Po-

pulaire (MP), qui est le nouveau nom du regroupement Mouvement National Populaire et Union Populaire, et qui représente 27 % de la palette parlementaire. C'est le MP qu'occupent les partis ruraux berbères mais qui ne représente pas tout le mouvement amazigh. Le MP est gouvernemental, mais pour certains il a une expérience traumatique en donnant priorité à l'élément berbère.

M.A.R. : *Est-ce qu'il y a des partis berbères plus progressistes ?*

M.T. : Oui, ceux du Mouvement Amazigh, mais ils se trouvent dans tous les partis, essentiellement socialistes ou de gauche. L'activité de la société civile a été capitale dans la contribution au monde amazigh actuel. Mais ils ne peuvent pas tous arriver au pouvoir, il faut créer des alliances. Et dans ce sens, les islamistes s'allieront avec tous car ils ne veulent pas le pouvoir, ils veulent participer, car ils savent qu'un monopole de la responsabilité sur la gestion du gouvernement peut être préjudiciable, ils veulent juste participer, préparer l'avenir.

M.A.R. : *Un 50 % des sondés pense pouvoir apprendre le tamazigh et l'autre 50 % non. Mais il y a une chose claire que les groupes amazighs réclament que la langue soit reconnue dans la Constitution.*

M.T. : Oui. Il n'y aurait pas de problème pour le faire. Les islamistes ne tiennent pas la position des arabistes. De plus, il est important de dissocier l'arabe en tant que langue qui véhicule une culture et, de l'autre côté, l'arabe en tant que chose sacrée. ■